

# Interview de Jean Bertrand Aristide

**A**u milieu des années 1980, Jean Bertrand Aristide était un jeune prêtre travaillant dans un quartier pauvre et conflictuelle de Port-au-Prince. Courageux champion des droits et de la dignité des pauvres, il est devenu très tôt le plus respecté porte-parole du mouvement populaire grandissant contre les régimes militaires en série qui se sont succédés au pouvoir après le départ de la dictature des Duvalier appuyée par les Etats-Unis. En 1990 il a gagné la première élection présidentielle démocratique du pays, avec 67% du vote. Perçu comme une dangereuse menace par l'élite dirigeante d'Haïti, il a été renversé par un coup d'Etat militaire en septembre 1991. Le conflit avec cette même élite et son armée, appuyées par leurs puissants alliés les Etats-Unis et la France, a façonné l'entière trajectoire politique d'Aristide. Après avoir une fois de plus remporté largement l'élection de 2000, ses ennemis ont déclenché une campagne massive de propagande pour le décrire comme violent et corrompu. Une résistance de l'élite et de l'étranger a éventuellement culminé en un second coup d'Etat contre lui, la nuit du 28 février 2004. Grâce à un allié politique et personnel, Thabo Mbeki de l'ANC, Aristide s'est envolé alors vers un exil répugnant en Afrique du Sud, où il demeure aujourd'hui.

Depuis son expulsion d'Haïti il y a trois ans, les supporters d'Aristide ont souffert la plus brutale période de répression de l'histoire récente du pays. Selon les meilleures estimations disponibles, 5000 personnes ont été assassinées par le régime, appuyé par les Etats-Unis et les Nations unies, qui a remplacé le gouvernement constitutionnel en mars 2004. Bien que la situation demeure tendue et les troupes des Nations unies occupent encore le pays, le pire de cette violence a pris fin en février 2006, quand après une autre extraordinaire campagne électorale l'ancien Premier ministre d'Aristide et allié René Préval (qui lui a succédé comme président en 1996) a été lui-même réélu à travers une autre écrasante victoire. La demande du retour immédiat et inconditionnel d'Aristide continue de polariser la politique haïtienne. Beaucoup de commentateurs, ainsi que plusieurs membres influents de l'actuel gouvernement, reconnaissent que si la Constitution autorisait Aristide à se présenter une fois de plus aux élections il gagnerait facilement.

**Peter Hallward :** Haïti est un pays profondément divisé, et vous avez toujours été une personnalité profondément conflictuelle. Durant les années 1990 plusieurs observateurs sympathisants pouvaient facilement apprécier cette division plus ou moins à travers les luttes de classes. Vous étiez diabolisé par les riches et idolâtré par les pauvres. Mais alors les choses ont commencé à paraître plus compliquées. Avec raison ou non, à la fin de la décennie, beaucoup de vos supporters de départ sont devenus plus sceptiques, et du début à la fin de votre seconde administration (2001 – 2004) vous ont poursuivi d'accusations de violence et de corruption. Bien que selon toute logique vous demeurez de loin le plus crédible et le plus populaire politicien parmi l'électorat haïtien, vous paraissez perdre une grande partie du support dont vous avez joui jadis parmi certaines franges de la population, parmi les travailleurs, les activistes, les intellectuels et ainsi de suite, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. La plupart de mes questions ont rapport avec ces accusations, en particulier et l'allégation selon laquelle vous aurez avec le temps abandonné beaucoup de vos idéaux de départ.

Pour commencer, je voudrais vite retourner à un certain territoire familier, et vous questionner sur le processus qui vous a d'abord permis de retourner au pouvoir en

1990. La fin des années 1980 était une période très réactionnaire dans le monde de la politique, spécialement en Amérique Latine. Comment justifiez-vous la force et la résistance du mouvement populaire contre la dictature en Haïti, le mouvement qui devait être connu comme Lavalas ? Comment justifiez-vous le fait que, contre les avantages et certainement les vœux des Etats-Unis, les militaires, et l'ensemble de l'établissement en Haïti, vous ayez pu gagner l'élection de 1990 ?

**Jean Bertrand Aristide :** Une grande partie du travail avait déjà été effectuée par des gens qui sont venus avant moi. Je pense à des gens comme le père Antoine Adrien et ses coéquipiers, et le père Jean Marie Vincent, qui a été assassiné en 1994. Ils ont développé une vision théologique progressiste qui a résonné avec les espoirs et les attentes du peuple haïtien. Déjà en 1979 je travaillais dans le contexte de la théologie de la libération, il n'y a aucune phrase en particulier qui reste gravée dans ma mémoire, et qui pourrait résumer sommairement ma compréhension de ce que les choses étaient. Vous pour-



**«...Pour moi le peuple demeure au centre de notre lutte. Ce n'est pas une question de lutter pour le peuple, au nom du peuple, à distance du peuple ; c'est le peuple lui-même qui lutte et c'est une question de lutter avec et au milieu du peuple.»**

rez vous souvenir que la « conferencia de puebla » s'est tenue à Mexico, en 1979, et à ce moment plusieurs théologiens de libération travaillaient sous de sévères contraintes. Ils ont été menacés de ne pas assister à cette conférence. Et je me souviens que le slogan était à peu près comme : si el pueblo no va a puebla, puebla se quedara sin pueblo. Si le peuple ne peut pas aller à Puebla, Puebla demeura couper du peuple.

En d'autres termes, pour moi le peuple demeure au centre de notre lutte. Ce n'est pas une question de lutter pour le peuple, au nom du peuple, à distance du peuple ; c'est le peuple lui-même qui lutte et c'est une question de lutter avec et au milieu du peuple.

Ceci est lié à un second principe théologique, celui que Sobrino, Boff et d'autres comprenaient très bien. La théologie de la libération peut soi-même être seulement une phase dans un large processus. La phase dans laquelle nous devons d'abord parler au nom des pauvres et des opprimés pour arriver à la fin à les faire parler par leurs propres voix et leurs propres mots. Le peuple commence à assumer sa propre place sur la scène publique. La théologie de la libération donne alors la voie à la théologie de la libération. Le processus entier nous emmenait loin de la voie du paternalisme, loin de la notion de « sauveur » qui pourrait venir guider le peu-

ple et solutionner ses problèmes. Les prêtres qui avaient été inspirés par la théologie de la libération à cette époque comprenaient que notre rôle consistait à accompagner le peuple et non le remplacer.

L'émergence du peuple comme une force publique organisée, comme une conscience collective, s'est déjà produite en Haïti dans les années 1980, et en 1986 cette force était assez forte pour pousser la dictature des Duvalier en dehors du pouvoir, c'était un mouvement populaire de base, et non pas un projet vertical conduit par un simple leader ou une simple organisation. Ce n'était pas non plus un mouvement politique exclusif. Il a pris forme sous la constitution, dans tout le pays, de petites communautés d'église ou Ti legliz. C'était ces petites communautés qui ont joué ce rôle historique décisif. Quand j'étais élu président c'était strictement une affaire politique, ce n'était pas l'élection d'un politicien, d'un parti politique conventionnel. Non, c'était l'expression d'un large mouvement populaire, de la mobilisation d'un peuple en entier.

Pour la première fois, le Palais national

ment exactement ils les utiliseraient.

Ils ne pouvaient le savoir eux-mêmes. Ils ont porté une attention soutenue sur comment le peuple luttait pour inventer des voies pour s'organiser, des moyens de construire un défi effectif. Voilà ce que je veux dire par variables inconnus : Le mouvement populaire était dans le processus d'être inventé et développé, sous pression, ici et là, et il n'y avait aucun moyen de savoir à l'avance les contre-mesures qu'il pourrait provoquer.

Maintenant tenant compte de ces deux sortes de variables, je n'ai aucun regret. Je ne regrette rien. En 1990, j'avais été demandé par d'autres dans le mouvement d'accepter la croix qui tombait sur moi. C'est ainsi que le père Adrien le décrivait, et comment je le comprenais : je devais tenir le fardeau de cette croix. Vous êtes sur la voie du calvaire, disait-il, et je savais qu'il avait raison. Quand je le refusais au départ, c'était Monseigneur Willy Romélus, en qui j'avais confiance et que je continue de croire, comme un aîné et comme un conseiller, qui avait insisté que je n'avais pas de choix. Votre vie ne vous appartient plus, disait-il, vous l'avez donné en sacrifice pour le peuple. Et maintenant qu'une obligation concrète s'est jetée sur vous, maintenant que vous faites face à cet appel particulier de suivre Jésus et de prendre votre croix, pensez soigneusement avant que vous en tourniez le dos !

C'est ce que j'avais su, et j'ai tout su à cette heure. C'était une sorte de chemin vers le calvaire. Et une fois que j'ai décidé, j'ai accepté ce chemin pour ce qu'il était, sans illusions, sans me tromper. Nous savions parfaitement que nous ne pouvions tout changer, que nous ne pouvions effacer toutes les injustices, que nous devions travailler sous de fortes contraintes, etc...

Supposons que j'avais dit non, je me présenterai pas. Comment le peuple réagirait-il ? Je peux encore entendre l'écho de certaines voix qui se demandaient : voyons si vous avez le courage de prendre cette décision, voyons si vous êtes trop lâche pour accepter cette tâche. Vous avez tant prononcé de bons sermons, qu'est ce que vous allez faire maintenant ? Allez-vous nous abandonner, ou allez-vous assumer cette responsabilité afin qu'ensemble nous puissions avancer ? Et j'ai pensé à cela. Quelle était la meilleure façon de mettre le message de l'Evangile en pratique ? Que fallait-il que je fasse ? Je me souviens comment j'ai répondu à cette question, quand quelques jours avant les élections de décembre 1990, je suis allé commémorer les victimes du massacre de la ruelle Vaillant, où quelques 20 personnes ont été assassinées par les Macoutes le jour où les élections de novembre 1987 ont avorté. Un étudiant me demandait : Père, pensez-vous que vous pouvez seul changer cette situation, qui est si corrompue et injuste ? Et j'ai répondu en disant : Pour pleuvoir, il vous faut une ou plusieurs gouttes de pluies ? Pour qu'il y ait inondation, avez-vous besoin d'un filet d'eau ou d'une rivière en crue ? Et je lui avais remercié de m'avoir donné la chance de présenter notre mission collective dans la forme de ce métaphore ; ce n'est pas seul, comme une goutte d'eau isolée, que vous et moi allons changer la situation mais ensemble, comme une inondation ou un torrent, Lavalasement, que nous allons changer, pour nettoyer les choses, sans aucune illusion qu'il sera facile ou précipité.

Ainsi y aurait-il d'autres alternatives ? Je ne sais pas. Ce que je suis sûr c'est qu'il avait une opportunité historique et nous en avons donné une réponse historique. Nous avons donné une réponse qui a transformé la situation. Nous avons pris un pas dans la bonne direction. Bien sûr, en faisant cela nous avons provoqué une réponse. Nos opposants ont répondu par un coup d'Etat. D'abord la tentative du coup d'Etat de Roger Lafontant, en janvier 1991, et cela a échoué, il y a eu le coup d'Etat du 30 septembre 1991. Nos opposants étaient toujours en possession de puissants moyens disproportionnés pour entraver le mouvement populaire, et de simple